



Arrêté n° 2015-42
Commune de BOULT SUR SUIPPE
Arrêté municipal portant mise à jour du P.L.U.

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 126-1 et R 123-22 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal approuvant le P.L.U. de Boult sur Suipe en date du 08/02/2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2014 abrogeant l'arrêté du 23 août 1973 instituant les servitudes aéronautiques pour la protection des dégagements de l'aérodrome de Reims-Champagne ;

Arrête :

Article 1er

Les servitudes radioélectriques T4-T5-T7 fixées par le décret du 23 août 1973 pour la protection des dégagements de l'aérodrome de Reims-Champagne sont abrogées.

En conséquence, les servitudes T4-T5-T7 figurant dans la liste et le plan de servitudes d'utilité publique du PLU ne s'appliquent plus.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Boult sur Suipe est mis à la date du présent arrêté.

Article 2

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, à la mairie de Boult sur Suipe et à la sous-préfecture de Reims.

Article 3

Le présent arrêté sera affiché en mairie durant 1 mois.

Article 4

Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Reims.

Fait à Boult sur Suipe, le 24 juillet 2015.

Laurent COMBE
Maire



Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Arrêté du 19 décembre 2014 portant fermeture
de l'aérodrome de Reims-Champagne (Marne)

NOR : DEVA1426078A

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et le ministre de la défense,

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 6312-1, L. 6351-1 et L. 6351-2 ;

Vu le code de l'aviation civile, notamment ses articles R. 221-2 à R. 221-3, D. 211-2 à D. 211-3, D. 222-1 et D. 242-1 ;

Vu l'arrêté du 6 février 2012 abrogeant l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2002 modifiant l'arrêté du plan d'exposition au bruit (PEB) révisé de l'aérodrome de Reims-Champagne (BA 112) ;

Vu la demande du ministre de la défense en date du 3 juillet 2014 ;

Vu la décision portant désaffectation de l'usage aéronautique et déclassement du domaine public aéronautique de parcelles de terrain d'une superficie de 5 500 945 m² situées sur les communes de Bétheny, Brimont, Courcy et Witry-lès-Reims (Marne) en date du 28 octobre 2014,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'aérodrome de Reims-Champagne (Marne) est fermé à toute circulation aérienne et est supprimé de la liste n° 1 des aérodromes dont la création et la mise en service ont été autorisées, établie et mise à jour conformément à l'article D. 211-3 du code de l'aviation civile.

Art. 2. – La décision n° 78 I/C.S.T.A du 20 août 1945 portant affectation de l'aérodrome de Reims-Champagne (Marne) est abrogée.

L'arrêté du 23 août 1973 instituant les servitudes aéronautiques pour la protection des dégagements de l'aérodrome de Reims-Champagne (Marne) est abrogé.

Art. 3. – Le directeur général de l'aviation civile et le directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 décembre 2014.

*La ministre de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie,*

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur du transport aérien,
P. SCHWACH

Le ministre de la défense,
Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la mémoire,
du patrimoine et des archives,*
P. NAVELOT

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
PT 2	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.	<p>Zone secondaire de dégagement du centre radioélectrique de</p> <p>Effets principaux : Interdiction d'édifier des constructions dépassant la cote NGF figurant sur le plan des servitudes d'utilité publique</p> <p>Zones spéciales de dégagement de la liaison hertzienne de</p> <p>- BETHENY (51) ↔ PERTHES (08)</p> <p>Effets principaux : Interdiction d'édifier des constructions dépassant la cote NGF figurant sur le plan des servitudes d'utilité publique.</p>	<p>Art. L 54 à L 56 du Code des Postes et Télécommunications.</p> <p>En application :</p> <p>Servitude instituée par</p> <p>Décret du 9 septembre 2013</p>	<p>France Télécom/URRCA 101 rue de Louvois BP 2830 51058 REIMS Cédex</p> <p>Circonscription militaire de Metz Etat Major de la Région Terre Nord-Est Bureau Stationnement & Infrastructures - BP 5 57998 METZ ARMEES</p> <p>TDF – DO Lille 1 et 2 35 rue Gambetta 59130 LAMBERTSART</p>